



EHPAD DU CASVP : JUSQU'OU DEMANDERA-T-ON AUX AGENTS DE TENIR ?

Les EHPAD du CASVP sont confrontés à un déficit important annoncé pour conclure l'année 2026.

Face à cette situation financière, des mesures de maîtrise des dépenses de personnel sont annoncées, avec notamment **une forte limitation du recours à l'intérim sur la fin de l'année.**

Et derrière les chiffres, qui devra une nouvelle fois absorber les conséquences ? **LES AGENTS.**

Pour maintenir les organisations et assurer la continuité de l'accompagnement, les équipes pourraient être davantage sollicitées : **modifications d'horaires, passages du matin à l'après-midi ou inversement, changements ponctuels d'unité ou de bâtiment, réorganisation permanente des effectifs en fonction des absences.**

Mais on ne peut pas faire reposer l'équilibre des plannings sur **des changements permanents imposés aux équipes.**

Les équipes sortent déjà d'une période estivale particulièrement éprouvante, marquée par les épisodes de canicule et de fortes chaleurs, avec une mobilisation renforcée auprès des résidents.

Dans plusieurs établissements, les difficultés techniques et notamment les pannes ou dysfonctionnements d'ascenseurs viennent encore augmenter la pénibilité : escaliers répétés, manutentions plus difficiles, déplacements supplémentaires, fatigue physique et risques de troubles musculosquelettiques.

ET MAINTENANT, IL FAUDRAIT ENCORE FAIRE PLUS AVEC MOINS ?

L'UNSA alerte sur un engrenage que nous connaissons trop bien :

Moins de remplacements → plus de charge sur les présents → plus de fatigue → plus d'absences → encore moins d'agents disponibles.

Ce cercle vicieux ne constitue pas une politique durable.

ET LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE ?

À l'approche de cette période, l'UNSA demande des garanties claires.

Les restrictions budgétaires ne doivent pas avoir pour conséquence de remettre en cause les congés, les repos, les organisations personnelles et familiales des agents.

Qui remplacera les absences imprévues ? Comment les effectifs nécessaires seront-ils garantis ? Comment éviter que les mêmes agents soient constamment sollicités ? Les congés accordés seront-ils préservés ?

ET APRÈS LE 31 DÉCEMBRE ?

Le passage au 1er janvier 2027 ne fera pas disparaître les difficultés.

Les vacances de postes, les problèmes de recrutement, l'absentéisme, la pénibilité et les difficultés budgétaires ne s'effaceront pas avec le changement d'année.

L'UNSA demande donc au CASVP une véritable stratégie pour ses EHPAD, et pas seulement des mesures permettant de tenir quelques mois.

L'UNSA DEMANDE :

- Des effectifs permettant d'assurer la sécurité des résidents et des professionnels ;
- Des remplacements réellement disponibles ;
- Le respect des congés et des temps de repos ;
- Des plannings anticipés et des changements d'horaires **qui restent exceptionnels** ;
- Des mesures concrètes de prévention de l'usure et des risques professionnels ;
- Un plan clair pour 2027 et les années suivantes.

**LES ÉQUIPES ONT DÉJÀ BEAUCOUP DONNÉ.
L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE NE PEUT PAS SE FAIRE AU PRIX DE LEUR ÉPUISEMENT.**